

l'encre rouge



bulletin d'information du parti du travail genevois

N° 10 Mai - Juin 2009

Alarme rouge pour les travailleurs !



Les syndicats, le Parti du Travail et les partis de gauche lancent l'alarme rouge, c'est un appel d'alerte à toutes les salariées, hommes et femmes, jeunes et retraités, de tous les secteurs professionnels. Dans plusieurs régions du pays, la première alerte a retenti le 2 juin passé suite à l'attaque des partis bourgeois contre l'AVS. Le parlement a décidé non seulement d'augmenter l'âge de la retraite des femmes à 65 ans mais aussi de péjorer l'indice mixte. Merci aux gentils radicaux-libéraux et à Couchepin de s'en prendre encore une fois à nos assurances sociales et de réduire comme peau de chagrin nos revenus! Il est à constater toutes les contradictions des milieux économiques et de la droite qui prétendent porter à cœur le pouvoir d'achat de la population. Pour faire tourner l'économie suisse, nous sommes priés d'être de bons consommateurs et continuer à acheter même en temps de crise. Ce qui est clair pourtant, c'est qu'avec la diminution des rentes du 2ème pilier, une retraite revue chaque fois à la baisse, des assurances maladies qui vont augmenter pour 2010 jusqu'à 20% dans certains cantons selon l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), une taxe de 30 CHF pour les 6 premières consultations médicales, une hausse de la TVA de 0,4% pendant 7 ans, les ménages de plus en plus en difficulté devront renoncer aux vacances et aux loisirs.

La lutte pour l'AVS

Avant les familles avaient la possibilité d'être aidées par les grands-parents. Avec une moyenne de 14.3%* de pauvres chez les plus de 65 ans, chiffre en constante augmentation, c'est une solidarité et une tradition générationnelle qui s'étiolent. La lutte pour l'AVS, doit-on le rappeler, débuta comme une des revendications de la grève générale de 1918. La 1ère guerre mondiale touchait à sa fin et à quelques jours de la célébration de la révolution bolchévique d'octobre 1917, le Conseil fédéral envoyait ses troupes militaires à Zürich par peur des émeutes. Année d'extrême tension et misère sociales avec la manifestation des ouvrières contre la faim, les grèves du personnel bancaire ou encore la création du Comité d'Olten, groupe de militants de la gauche radicale et de syndicalistes qui revendiquèrent plus de droits sociaux pour les ouvriers. Suivront la crise de 1929 et la 2ème guerre mondiale, la société suisse vivant des moments très durs, les hommes mobilisés à cause de la guerre et un pourcentage de sans emplois critiques créèrent les conditions pour instaurer des avancées sociales. La conséquence sera, malgré les fortes oppositions, l'acceptation par 80% des votants des retraites fédérales en 1947.

Encore plus de chômeurs

Bien entendu, les défenseurs du libéralisme considèrent les acquis sociaux comme une entrave à la liberté du marché, à leurs initiatives entrepreneuriales, pas question d'un salaire minimum décent pour tous ou encore «d'entretenir les assistés» écartés du marché de l'emploi, même si c'est la politique des capitalistes eux-mêmes qui a généré la crise systémique que nous traversons aujourd'hui. Pendant ce temps, les entreprises continuent la pression sur les salaires. C'est au tour de Georg Fischer de supprimer 2300 emplois

dont 575 en Suisse, alors que Franck Muller a licencié 200 personnes en plus de la centaine déjà réduite au chômage précédemment.

Pouvoir populaire

Heureusement, grâce à un plan économique «responsable», la classe dirigeante réduira les indemnités journalières des chômeurs de 400 à 260 alors que leur bouclier fiscal, dit «social» par nos hommes politiques au pouvoir, bénéficiera en majorité aux contribuables ayant un revenu confortable de plus de 190 000 CHF par an. Ce sont toutes ses mesures qu'il faut combattre à la fois, c'est tout le plan soit disant «social» et le discours de la bourgeoisie et du patronat qui l'accompagne qu'il faut dénoncer, car il instrumentalise non seulement les peurs de la population mais fait passer ses détracteurs pour des imposteurs en déni de la réalité. La bataille des idées, ils la gagnent par leurs fausses promesses basées sur une communication paternaliste et condescendante de bons managers bien pensants préoccupés par les intérêts du peuple. Ils sont si sympathiques quand ils proposent le travail le dimanche et l'ouverture des magasins jusqu'à 20H00. Cette situation alarmante amène à s'organiser en un front large de libertaires, de communistes, de démocrates, de progressistes, de travailleurs-euses suisses et étrangères pour revendiquer et défendre nous-mêmes un revenu et des conditions de travail et de vie dignes. Une mobilisation nationale à Berne, organisée par l'Union Syndicale Suisse, est déjà prévue à la rentrée le 19 septembre. Et comme le disent les pro de la politique réactionnaire en France, les jeunes «révolutionnaires» français de l'UMP et du MEDEF, l'Union fait la force !

Cecilia Toledo

*http://www.ssr-csa.ch/f/data/329/Bericht_Rehberg_f_20090424.pdf

Fête internationale des travailleurs

Le PdT a répondu présent lors du cortège du 1er mai 2009. Comme de coutume, le stand a accueilli les militants et les sympathisants. Invité par le PdT, le génial DJ Mark'o'Mariotti a prolongé la fête jusqu'à minuit pour une cinquantaine de personnes. L'après-midi, le président du PdT s'est exprimé sur la Place Molard. Extraits.



Photo: www.jjkphoto.ch

En cette année de crise majeure du capitalisme, il est temps pour nous, les masses laborieuses, de dire que nous ne voulons plus d'un système économique opposant le capital au travail, ce sont bien les travailleurs qui créent la richesse de ce pays et non pas la classe dominante, juste soucieuse de ses bénéfices. Le problème principal de notre société c'est bel et bien le capitalisme. [...]

La norme, en régime capitaliste, veut que les périodes de crise représentent le moment de s'en prendre aux acquis sociaux, aux libertés qu'elles soient politiques ou syndicales et de remettre en question la politique sociale en

même temps que la sécurité de l'emploi et le niveau de vie des travailleurs. [...]

Après le cadeau exorbitant fait à l'UBS par nos représentants au Conseil fédéral et au Conseil national, il est indispensable qu'une somme équivalente soit mise au service de la population. [...]

Le Conseil d'Etat lors de son discours d'intronisation avait promis qu'il ne toucherait pas aux prestations sociales, son bilan au jour d'aujourd'hui est calamiteux. [...]

La majorité rose-verte n'a pas su empêcher les attaques contre nos acquis sociaux, au contraire elle a été l'alibi de la droite pour faire passer des mesures anti-sociales. Il est temps de s'atteler à de profondes transformations. [...]

Ces transformations radicales devront comporter la nationalisation des secteurs clés de l'économie, sous contrôle démocratique, avec une participation effective des syndicats, le renforcement du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, leur droit

de regard, de contrôle et d'intervention à la direction et à la gestion de l'entreprise.

Si tout les salariés, les chômeurs, les précarisés forment ensemble un vaste mouvement populaire, tous ensemble nous pourrions parvenir à imposer de telles solutions. La mondialisation du capital a supplanté celle des travailleurs, il est plus que temps que la mobilisation des travailleurs soit de nouveau un objectif de tous, l'internationale des travailleurs a plus que jamais sa raison d'être. [...]

Comme le disait Karl Marx « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Ne nous laissons plus endormir par le discours de la classe dirigeante, rappelons nous que c'est le peuple qui fait l'histoire, pas des hommes providentiels, pas des prodiges. Déjà dans l'Internationale on formulait cette idée « il n'est pas de sauveur suprême - ni dieu, ni César, ni tribun - travailleurs, sauvons nous nous mêmes... » Vive les travailleuses et les travailleurs ! Vive le 1^{er} Mai !!!

JLA

Manif contre la crise du 16 mai

La CGAS, le Parti du Travail et les partis de gauche ont organisé une manifestation contre la crise dans le cadre d'une mobilisation européenne. Le défilé est passé une nouvelle fois devant Manor pour réclamer la réintégration de la déléguée syndicale de UNIA. Jean-Luc Ardite s'est prononcé devant le siège de l'UBS. Extraits.



Dans cette période de remise en question du système économique et financier, le Parti du Travail est heureux de la synergie dont font preuve toutes les forces progressistes de ce canton contre les méfaits du capitalisme. Le contrôle démocratique du système bancaire que nous réclamons aujourd'hui devant le

siège de l'UBS ne se fera pas sans l'association des combats du mouvement syndical et de la gauche genevoise. [...]

L'Etat doit garder un pied à l'intérieur de l'institution financière la plus importante du pays. On ne peut pas laisser aux actionnaires cupides le contrôle concernant les choix stratégiques de cette banque.

Mais au contraire, par l'intervention de l'Etat, nous pouvons limiter les salaires faramineux que se sont octroyés les managers avides de profits et par la même occasion interdire les parachutes dorés.

Ce sont les premiers pas pour obtenir à moyen ou long terme, la nationalisation de l'UBS et des autres

grandes banques de ce pays. [...]

Le Parti du Travail s'est toujours opposé au système des 2 piliers dans lequel une partie du capital de chaque citoyen est joué en bourse, avec tous les risques que cela comporte. Les conséquences pour nos assurances sociales sont néfastes, puisqu'on a laissé nos fonds de pension investir dans des proportions trop importantes, ce qui va gravement péjorer les futures retraites.

Il faut rappeler que les rentes ne constituent pas une aumône volontaire mais répondent à des dispositions constitutionnelles. Les rentes du second pilier doivent être sûres et permettre de vivre dignement. [...]

Nous ne payerons pas leur crise !!! **JLA**

Lettre ouverte à ceux qui ne veulent pas de contre-réformes scolaires



Le 17 mai les Genevois choisissent entre une école qui cadre (IN134) et une école qui soigne (Contre-projet) soutenue par la majorité des partis qui se sont entendus sur le plus petit dénominateur commun: ne pas changer grand-chose à la catastrophe actuelle du Cycle d'orientation ; faire semblant : comme il y a eu les fausses notes, cette fois-ci, il y a les fausses réformes.» (Jean-Romain). Le célèbre philosophe conservateur est sans doute beaucoup trop dur avec le Parti radical sur les listes duquel il sera probablement élu député cet automne. Car le Parti du Travail n'a pas trouvé le contre-projet si fondamentalement différent de l'initiative; s'il n'est sans doute pas aussi rétrograde, il va pourtant dans le même sens d'une manière certes bien plus édulcoré. En effet le contre-projet et l'initiative ont en commun l'essentiel: la réintroduction des sections pour un durcissement de la sélection. Sans aucun doute le système actuel avec deux filières, soit des classes quasi-hétérogènes en A et des véritables classes ghettos en B est catastrophique. Mais le réseau REEL de même que le Grand Conseil n'ont rien trouvé de mieux pour résoudre ce problème que de rendre le système pire encore. Certes le contre-projet prévoit des mesures d'appui aux élèves en difficulté qui ont l'air intéressantes mais qui en fin de compte n'offrent strictement rien de nouveau par rapport à ce qui existe déjà, et s'il y a des déficiences en la matière actuellement

ce n'est pas faute de base légale mais faute de moyens.

L'initiative prévoyait quatre filières en septième et six en huitième et en neuvième, le contre-projet trois filières pour toutes les années; la différence est seulement quantitative et non qualitative. Sans doute que l'initiative allait nettement plus loin que le contre-projet en matière de contre-réforme; outre qu'en impliquant plus de filières elle est nettement plus anti-égalitaire, en plus elle prévoyait une sélection bien plus rigide que le contre-projet (selon les initiants, un changement de filière ne se ferait qu'avec examens de promotion) et comme seule solution pour résoudre les problèmes sociaux et psychologiques des élèves le retour d'une note de comportement. Et régression plus grave encore, le réseau REEL souhaitait réduire le rôle de l'école obligatoire aux exigences du marché de l'emploi. Or le Parti du Travail considère qu'il n'est pas acceptable de réduire les buts de l'éducation publique à former une force de travail docile pour le patronat. Actuellement le Cycle vise des objectifs bien plus ambitieux qui sont de «développer l'ouverture d'esprit, la faculté de discernement, l'autonomie, la solidarité, toutes compétences qui contribuent à l'éducation citoyenne»; «il assure un équilibre dans le développement des différentes aptitudes (intellectuelles, manuelles, physiques et artistiques) des adolescents, qui leur permet de trouver du sens de leur apprentissages et leur donne

progressivement les éléments de choix de leur parcours de formation». Bref actuellement le Cycle d'orientation vise à former des citoyens libres capables de prendre leur destin en main et dotés d'un esprit critique; c'est une conquête fondamentale de la classe ouvrière et le Parti du Travail luttera résolument contre toutes les forces néoconservatrices qui veulent nous faire retourner au capitalisme sauvage du XIXe siècle.

De même que le Parti du Travail est opposé au retour des filières, car sélectionner les élèves dès l'âge de douze ans et choisir ainsi leur orientation professionnelle future revient à sélectionner selon la situation socio-économique des parents, les difficultés personnelles et familiales. Loin «d'orienter» les élèves selon leurs aspirations, une sélection par filières n'a d'autre conséquence que de préserver des privilèges de classe. Un tel système contribue à renforcer l'idéologie de la concurrence et de la méritocratie, crée chez les élèves de la filière supérieure le sentiment d'appartenance à une élite dotée de privilèges légitimes, et chez ceux des filières inférieures un sentiment d'échec à-priori qui se transforme trop souvent en échec réel plus tard. Et évidemment la transmission de toute valeur de solidarité devient alors illusoire.

Alexander Eniline

L'IN 138 retirée

La rédaction a appris que l'initiative 138 « S'organiser contre l'échec scolaire et garantir une formation pour tous les jeunes » a été retirée par le comité d'initiative car le Conseil d'Etat aurait garanti d'inclure dans sa politique deux des trois propositions de l'IN 138, c'est-à-dire la création d'une commission pour assurer un soutien pédagogique aux élèves en difficulté et la reconnaissance des acquis dans le post-obligatoire facilitant ainsi le passage d'une filière à l'autre. Le Parti du Travail sera attentif à l'application de ces décisions.

Rencontre associative

Mon point de vue sur la politique familiale



Dimanche 26 avril, j'ai eu l'avantage de participer à une conférence-débat organisée par l'Association des familles monoparentales. Le débat était animé par deux avocates et membres de l'association, Maître Antonietti et Maître Magnin, cette dernière étant conseillère municipale libérale et candidate au Grand Conseil. Il a été question du SCARPA (Service Cantonal d'Avance et Recouvrement des Pensions Alimentaires) et de la LARPA (Loi sur les Avances et Recouvrement des Pensions Alimentaires). La modification de la LARPA votée au Grand Conseil en juin 2006 - y compris par les socialistes qui s'en sont mordus les doigts par la suite - consiste à suspendre l'avance des pensions alimentaires après 3 ans, sans possibilité pour le conjoint créancier de renouveler sa demande, ceci afin de renflouer les caisses du SCARPA.

Cette loi proposée par François Longchamp a été pondue sur des arguments pour le moins fallacieux, portant sur le fait que 3 ans suffisent à une femme (il existe bien sûr une minorité d'homme élevant seul leur enfant) pour retrouver du travail et que les avances du SCARPA coûtent chers à l'Etat. Il faut savoir que de nombreuses mères de familles se sont mises en congé parental pour pouvoir mieux se consacrer à leur famille ou sont encore semi qualifiées, ce qui les péjore sur le marché de l'emploi. Toutefois, il est évident qu'à part l'exercice d'une profession libérale, un

seul salaire ne suffit pas pour vivre et élever ses enfants. Ce raisonnement laisse donc perplexe; d'abord il fait fi des droits de l'enfant, à savoir que même en cas de divorce, les parents doivent dans la mesure de leur possibilité assurer l'éducation et l'entretien de leur enfant, ce qui signifie lui garantir au moins le minimum vital. Par ailleurs, cela porte atteinte aux droits de la femme. La perspective

d'une précarité quasi certaine et l'obligation de devoir tout assumer elle-même, le travail, l'éducation, les dettes, pousse un nombre grandissant de femmes à envisager le divorce avec beaucoup d'hésitation. Certaines préfèrent donc continuer à vivre malheureuses mais avec une certaine sécurité financière pour elle-même et leur progéniture.

Maître Magnin a aussi proposé de recouvrer les montants de la pension alimentaire par des démarches auprès de l'Office des Poursuites, sans passer par le SCARPA. Ce qui est un judicieux conseil, du moins pour les ex-conjoints qui sont solvables. Par exemple, une dame a évoqué sa situation dans laquelle elle expliquait avoir fait recours auprès de l'Office des Poursuites contre son ex-mari, ce dernier avait eu un acte de défaut de bien alors qu'elle savait pertinemment qu'il travaillait au noir. Maître Magnin lui a alors suggéré d'engager un détective... question: avec quel argent va-t-elle payer un détective? Plus généralement, j'ai soulevé le problème des pères qui sont honnêtement au chômage (sans travailler au noir) et qui avaient des fins de mois tellement difficiles qu'ils ne pouvaient plus payer la pension alimentaire. Maître Magnin a alors répondu que 80% du salaire perçu comme indemnité de chômage était suffisant pour s'en sortir dans la vie, pourtant la plupart des chômeurs touchent entre Fr. 2'500.- et Fr. 3'200.- par mois. Elle s'est également permise de rajouter qu'à Genève, les

prestations sociales avaient augmenté et qu'aujourd'hui tout le monde mangeait à sa faim. Cela m'interpelle, en effet, combien de personnes voyons-nous à Genève qui ne payent pas ou que partiellement leur loyer et leurs assurances pour pouvoir se nourrir plus ou moins correctement? Et ce ne sont pas les prestations qui ont augmenté mais bien le nombre de bénéficiaires! D'ailleurs, la suppression des remboursements des vêtements et des frais de transports a diminué lesdites prestations.

Madame Amelia Christina, ancienne conseillère nationale socialiste, était également présente à cette réunion, et tout comme moi et d'autres personnes, étions sidérées que de tels propos puissent être tenus au sein d'une association confrontée quotidiennement à l'appauvrissement d'une partie de ses membres. Plus qu'auparavant, ces femmes doivent lutter pour pouvoir survivre et déployer une grande énergie afin d'obtenir ce à quoi elles ont droit pour elles et leurs enfants.

Par ailleurs, concernant également la politique familiale, j'ai eu le plaisir de rencontrer le 5 mai Jean Blanchard, secrétaire du Mouvement Populaire des Familles (MPF) afin de discuter de la situation des familles en Suisse. Il est à rappeler que le MPF a déposé en 2004 une initiative pour une caisse maladie unique et sociale, malheureusement rejetée en mars 2007 par la population, mais qui avait été fortement soutenue par le Parti du Travail. La caisse maladie unique, entreprise d'intérêt public, visait à répondre au problème posé par la concentration des caisses maladie et au pouvoir intolérable des assureurs sur le droit des patients de choisir leurs médecins. Ceci en prenant en compte la hausse vertigineuse des primes d'assurances imposées par les caisses privées alors qu'elles financent le coût de la santé que de 1%, chiffre ridicule comparé à la prise en charge de la population qui atteint presque 70%.

Il en est ressorti de cet entretien que les familles jouent un rôle économique vital pour la société, puisqu'elles consomment pour se nourrir, se loger,

s'habiller, se former, se divertir, se déplacer, etc... pour un montant de 150 milliards de francs par an et que la contribution globale des familles avec enfants représente l'équivalent de 60% du PIB (chiffre 2003). Il est à noter que notre programme politique propose de nombreux points concernant la famille à travers la gratuité et la qualité des études et de la formation, ainsi que la garantie de places suffisantes d'apprentissage et dans les crèches. D'ailleurs en ce qui concerne les bébés, le MPF propose pour la garde des enfants de 0 à 2 ans, l'instauration d'un congé parental payé, réparti à 50% pour l'homme et 50% pour la femme. Enfin, le MPF nous incite à débattre de questions telles que: comment résister à l'envahissement et à l'emprise du monde extérieur en matière de consommation? Comment résister aux pressions faites à l'école par la publicité d'articles alléchants? Un débat pourrait être organisé en ce sens au sein du parti.

En cette période de crise où émerge de plus en plus les effets nauséabonds du capitalisme par le biais de la paupérisation d'une certaine tranche de la population, de nombreuses associations seront sollicitées par des demandes toujours plus dramatiques de personnes en grande difficultés, tels que des familles monoparentales, des chômeurs, des jeunes, des invalides ou des retraités. Les associations courent le risque d'être prises en otage par une droite, qui par le jeu des subventions accordées ou pas et des infiltrations de communication stratégique, tente de les museler et les contraindre à s'en tenir à des aides ponctuelles au lieu de revendiquer un véritable changement de société. En conséquence, le Parti du Travail doit redoubler de vigilance et être, autant que faire ce peut, présent à l'intérieur de ces débats. C'est là, un des objectifs militants qui nous attend ces prochains mois, afin de proposer des solutions concrètes collectives et pas que des propositions au cas par cas, individuelle et servant les intérêts de la riche minorité comme le fait la droite.

Anne-Marie Peysson
Et Rédaction

«Dans la famille, l'homme est le bourgeois; la femme joue le rôle du prolétariat.» Karl Marx



Fête des peuples 2009 - 10 et 11 juillet

Notez-le déjà dans votre agenda, la Fête des peuples se déroulera du vendredi 10 au samedi 11 juillet dans le préau de l'école du Mail. La cinquantième année de la révolution cubaine est à l'honneur lors de cette IV^e édition. Venez donc, et invitez vos familles et vos amis, pour déguster la cuisine et pour écouter la musique de plusieurs pays, assister à des projections de film et découvrir des expositions de photos et d'affiches.

Rédaction

LE PARTI DU TRAVAIL A BESOIN DE VOUS !

Le vendredi 10 et le samedi 11 juillet 2009, nous organisons notre traditionnelle Fête des Peuples. Cette fête est particulièrement importante à nos yeux puisqu'elle permet à des camarades de divers pays de se rencontrer et de faire partager au public leur culture par des stands et des joutes musicales.

Cette fête nécessite une grande organisation qui ne peut se faire sans un minimum d'engagement militant. C'est pourquoi nous lançons un appel à toute personne intéressée à nous donner un coup de main, que ce soit pour le montage et démontage de matériel, la vente de nourriture et boissons, etc... Chaque militant qui participe à l'organisation recevra des bons pour boissons et nourriture.

Par ailleurs, notre secrétariat fait appel à vous pour des aides ponctuelles telles que la mise sous enveloppe de notre journal, une fois par mois et occasionnellement pour d'autres envois.

Si vous êtes intéressés à nous donner un coup de main, appeler le secrétariat au 022 322 22 90 ou au 077 401 37 60.

D'AVANCE LE PARTI VOUS REMERCIE !

Entretien avec Kossi Efoui: heureux gagnant du Prix Ahmadou Kourouma 2009

Dans le cadre du Salon du livre de Genève et du Salon Africain, l'écrivain et exilé politique togolais Kossi Efoui a remporté le Prix Ahmadou Kourouma 2009 pour son dernier livre intitulé *Solo d'un revenant*. Auteur de romans (la Polaka et la Fabrique de cérémonies) et de nombreuses pièces de théâtre (Frère du rameur, L'Entre-deux-rêves de Pitagaba), son passage à Genève nous a permis de le rencontrer. *Entretien réalisé par Massan Missoh.*

Pour vous, que représente ce prix?

Efoui: Pour moi, c'est l'élargissement, écrire c'est agir. L'atelier est l'espace où j'écris seul, l'espaces public (salon du livre, lecture public, etc.) et gagner un prix, c'est élargir le choix du lectorat.

Que voudriez-vous dire aux lecteurs concernant vos activités?

Efoui: Mes activités c'est l'écriture, lire l'autre c'est accepter d'être dépaycé. C'est utiliser la curiosité comme outil de connaissance et pas comme de divertissement.

Et sur votre dernier livre Solo d'un revenant?

Efoui: Si l'action se situe quelque part en Afrique, il faut voir l'Afrique que décrit le livre comme un théâtre ou les masques de la mondialisation. Le revenant revient à ses croyances, c'est quelqu'un qui lutte pour ne pas perdre la joie de la beauté qu'il a pu voir du

monde, qui essaye de capturer ce qui échappe encore à la violence et à l'oeuvre de la mort.



Comment sont recueillis vos ouvrages au Togo et en France?

Efoui: Au Togo, mes ouvrages circulent, les medias en parlent sans plus. La littérature peut franchir les clivages culturels. La littérature peut être aussi récupérée et utilisée comme un outil de domination d'où l'importance de défendre la liberté de conscience de chaque lecteur.

Quel regard porte selon vous les togolais sur la France?

Efoui: Il y a 20 ans que j'ai quitté le Togo, donc je n'en sais rien. Je crois qu'il y a beaucoup de courage de la part des gens qui souffrent et beaucoup de cynisme de la part des amis et complices des dictateurs. Je recommande à cet égard la lecture de Jean Ziegler, surtout si vous êtes curieux de connaître le rôle que la Suisse a pris ou prend dans ce processus.

Le racisme est-il perçu de la même manière en Europe qu'en Afrique?

Efoui: Je vais répondre indirectement. Il faut sortir du mot * RACE*, c'est un héritage conceptuel de la pseudo biologie du 19ème siècle. Donc le racisme comme l'anti-racisme continu de justifier l'usage du mot RACE. Il faut inventer de nouvelles façons de se voir en tant qu'individu, en tant qu'esprit libre.

Présentation du Togo

Superficie: 56'785 km² **Capitale:** Lomé **Population:** 6'019'877 **Moins de 15 ans:** 41,7% **Ethnies:** Africain 99% (37 tribus dont les plus importantes sont les Ewe, Mina et Kabre) Européen, Syriens-Libanais et autre 1% **Religion:** Chrétiens 29%, Musulmans 20%, Indigènes 51% **Espérance de vie:** 55 ans **Mortalité infantile:** 56,24% **Nb de médecins pour 1000 habitants:** 0,01 **Population ayant accès à l'électricité:** 12% **Bases militaires françaises:** 2 (Niamtougou et aéroport de Lomé) Dette: \$2 milliard (2005) **Indice de pauvreté:** 62%.

Histoire en bref

27 avril 1958 Le peuple refuse l'administration coloniale française et revendique l'indépendance et la liberté du Togo, les partis nationalistes (JUVENTO, CUT, MPT) sortent vainqueurs des élections et le candidat Sylvanus Olympio devient premier ministre du pays.

1960 Indépendance du Togo **13 janvier 1963** Coup d'Etat instaurant le régime autocratique de Gnassingbé Eyadéma qui assassine Sylvanus Olympio, ce dernier avait un projet économique anglo-saxons et la volonté d'aligner sur le mark allemand la monnaie togolaise. Le nouveau régime supprime les partis politiques et les remplace par le Rassemblement du peuple togolais



(RPT). La 3ème République voit le jour par une nouvelle constitution approuvée en 1979, qui sera modifiée en 2003 afin de permettre à Gnassingbé Eyadéma de se représenter.

2005-2009 Nouveau coup d'Etat après le décès d'Eyadéma, mais des élections sont organisées suite à la pression internationale, instaurant Faure Gnassingbé à la Présidence, fils de feu Gnassingbé Eyadéma. Plusieurs organisations de droits humains dénonceront des élections frauduleuses de son règne et la répression exercée sur les opposants revendiquant démocratie et justice sociale. La France sera pointée du doigt pour son rôle néo-colonial protégeant ses appétits impérialistes. Les entreprises multinationales françaises font des affaires juteuses au Togo dans les secteurs de l'énergie, l'électricité, les télécommunications, les produits pétroliers, pharmaceutiques, agricoles ou la volaille. Le Togo représentait en 2001 52% des exportations de la France. Cela ne risque pas de s'arrêter vu la réussite de la Journée économique qui s'est déroulée le 11 mars 2009 à Paris entre les Chambres du Commerce et d'Industrie du Togo et de Paris. Tout le patronat était présent dont les représentants des entreprises Colona, Port de Dunkerque, Oberthur, Société Générale, CFAO, Jaf, Eurocopter, Airwell, Deloitte. Les conditions de vie des togolais sont difficiles, le prix de plusieurs produits s'est envolé comme le maïs, le riz, l'igname, le pain, la viande, le poisson, le taxi, l'essence, le pétrole, le ciment. Les salaires par contre ont tendance à stagner, les travailleurs des secteurs de la cimenterie (Tabligbo et Kpémé) et portuaire (port de Lomé) ont organisé des grèves pour revendiquer des meilleures conditions de travail. Le pouvoir en place a répondu par la répression des ouvriers. Le Président Faure Gnassingbé suit en bon élève les plans du FMI et de la Banque Mondiale pour ouvrir le Togo à la mondialisation.

Rédaction

139 ans, c'est la fête de Lénine!

Le 22 avril passé, les communistes russes ont fêté le 139ème anniversaire de Vladimir Ilitch Oulianov dit Lénine, leader de la révolution bolchévique d'octobre 1917 et fondateur de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Des milliers de personnes ont défilé sur la Place Rouge pour déposer des couronnes de fleurs au Mausolée du grand révolutionnaire. Au milieu des officiels, des députés et des dirigeants, Guennadi Ziouganov, Président du KPRF, a rappelé à la foule venue se recueillir la modernité de la pensée de Lénine concernant son analyse sur la crise économique. Il a aussi remercié la jeunesse et les 46 millions de personnes qui ont voté pour Lénine - il obtenu la 2^{ème} position - lors du concours Les Grands noms de la Russie. Lénine a écrit des dizaines d'ouvrages dont «Impérialisme, stade suprême du capitalisme» dans lequel il définit les points suivants:

1. Le rôle décisif des monopoles dans l'économie,
2. La fusion du capital bancaire avec le capital industriel pour donner naissance au capital financier,
3. L'importance que prend l'exportation des capitaux par rapport à l'exportation des marchandises,
4. La naissance d'unions monopolistes internationales de capitalistes,
5. La lutte pour le partage territorial du monde par les grandes puissances capitalistes étant achevée, la lutte pour son repartage.

Les analyses de Lénine sont encore aujourd'hui d'une brûlante actualité et influence les hommes politiques progressistes et démocrates, d'ailleurs Hugo Chavez a annoncé lors de son émission dominicale Alo Presidente! qu'il envisageait sérieusement d'offrir à Obama, à leur prochaine rencontre, le livre «Que faire» de Lénine. Dans un autre contexte, Evo Morales a défendu Cuba, exclue en 1962 de l'Organisation des États américains (OEA), en déclarant «Cuba a été expulsée pour être leniniste, marxiste, communiste. Je veux dire aux membres de l'OEA, ici, je

veux me déclarer marxiste, leniniste, communiste, socialiste et maintenant expulsez moi, je veux qu'on m'expulse de l'OEA, on ne peut croire qu'on expulse de l'OEA pour être marxiste leniniste». La résistance continue à s'organiser en Amérique latine et tout en dénonçant les crimes des Etats-Unis sur les peuples, Evo Morales a proposé de créer le Conseil des Droits Humains de l'ALBA.



L'Union Européenne criminalise les communistes

Alors que les russes fêtent une des plus grande figure historique communiste, l'Union Européenne votait le 2 avril passé une résolution proposée par le Parti populaire européen (PPE), les Libéraux, l'Union pour l'Europe des Nations et les Verts avec l'appui des socialistes, visant à ce que le 23 août (date du pacte germano-soviétique) soit proclamé «Journée européenne du souvenir pour la commémoration, avec dignité et impartialité, des victimes de tous les régimes totalitaires et autoritaires». C'est l'amalgame classique Hitler = Staline imposé par l'idéologie dominante. Comme le signalent de nombreux partis communistes, c'est une falsification éhontée de l'histoire puisque l'URSS a combattu le nazisme au prix de «25 millions de morts soviétiques dont d'innombrables victimes civiles génocidées par la Wehrmacht et ses Einsatzgruppen» alors que la bourgeoisie a collaboré avec l'Allemagne fasciste contre l'URSS. Il faut

rappeler que «le procès des communistes hongrois pour l'utilisation des symboles traditionnels de l'étoile, la faucille et le marteau, a duré 2 ans. En Tchéquie, les autorités judiciaires ont rendu illégale l'Union de la Jeunesse Communiste car elle refusait d'effacer de ses statuts l'idéologie marxiste leniniste. En Pologne, Roumanie et Slovaquie, les lois pénales punissent la défense du communisme, rendant possible l'emprisonnement de personne portant des photos de Lénine ou Marx dans les manifestations». Ces mesures donnent le cadre pour poursuivre les communistes d'aujourd'hui et tous ceux qui luttent pour les droits des travailleurs et les méfaits du système capitaliste. C'est l'étape supérieure de la bourgeoisie pour asseoir son hégémonie, attaques contre les valeurs révolutionnaires, attaques contre tous les acquis sociaux, attaques et criminalisation de tous ceux qui défendent ces acquis sociaux.

Le PCT contre la venue de Piñera en Suisse

Il est à relever qu'en Suisse, la jeunesse communiste du Tessin et le PCT ont dénoncé la conférence organisée sur le thème des retraites par l'Associations des Libéraux Tessinois. Leur invité d'honneur n'étant rien de plus que José Piñera, ancien ministre du travail et de la «sûreté sociale» aux temps de la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili. Le putsch de 1973 a non seulement coûté la vie au président socialiste Salvador Allende, démocratiquement élu, mais a aussi provoqué la répression des syndicalistes, étudiants, ouvriers, militants politiques de gauche et démocrates. Parallèlement, la junte militaire a réalisé une féroce politique néolibérale détruisant ainsi toute forme «d'état social», à partir des réformes des retraites. Les Libéraux prennent des leçons de gestion auprès d'un ancien collaborateur du fascisme chilien, c'est une belle preuve du modèle qu'ils souhaitent pour la Suisse, la privatisation pure et simple de tous les secteurs publics y compris la santé, l'éducation, l'eau et le système de pension.

CTdo

Source: PCT, PRCF, KPRF, PCE, KKE, PCV, Telesur

La Voix des jeunes



Les problèmes des jeunes générations sont depuis bien trop longtemps pointés du doigt pour stigmatiser la jeunesse et manipuler l'opinion publique. Les médias et les partis bourgeois et réformistes se focalisent sur des thèmes de société comme la délinquance, le suicide, l'alcool, la drogue ou sur des faits d'actualité comme les incivilités ou les mauvais résultats scolaires des élèves genevois. En règle générale, les autorités politiques et administratives ne s'attardent pas à analyser le système qui crée autant d'inégalités sociales et à dégager des solutions politiques courageuses. Par conséquent, chaque année de nombreux jeunes se retrouvent sur le carreau car il n'y a pas assez de places d'apprentissage, d'autres sont marginalisés à cause d'une mauvaise orientation scolaire et par la sélection pratiquée dans l'école genevoise.

Du rêve au cauchemar

Le dogme capitaliste devait donner une chance à chaque personne d'avoir un emploi, un logement et une bonne qualité de vie. Avant même la crise du système économique, cette vision idyllique du capitalisme ne s'est pas réalisée. D'ailleurs, le «rêve américain» est le point de départ de la crise actuelle puisque ce sont les subprimes qui l'ont provoqué. Les effets de cette crise vont se répercuter sur la jeunesse dans les prochains mois. Il convient de mettre en avant des solutions concrètes pour que la jeunesse révoltée ne soit pas désorientée et tentée par les approches fascistes.

Plus de places d'apprentissage

L'apprentissage est une alternative pour beaucoup d'élèves qui acquièrent plus facilement des connaissances à travers la pratique ou qui sont plutôt attirés par des métiers manuels. Néanmoins, ce sont les résultats scolaires qui déterminent ce chemin professionnel. La sélection précoce qui est pratiquée en Suisse rétrécit les chances des élèves dont la situation sociale ou familiale est difficile et compromet l'avenir des jeunes. Il est toutefois primordial d'assurer des places d'apprentissages suffisantes, soit en augmentant les incitations financières pour les PME, soit en créant des entreprises publiques dans la plupart des secteurs et métiers. Bien entendu, sortir le système d'apprentissage du marché de l'emploi est inévitable pour assurer à tous les élèves qui le souhaitent de poursuivre cette voie.

Scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans

Une des façons d'élargir la période de réflexion d'une jeunesse désorientée et fascinée par la société de consommation, c'est de rendre la scolarité obligatoire jusqu'à la majorité civile. En effet, comme dit auparavant, le marché de l'emploi profite d'une main d'œuvre mineure et dépourvue de moyens de défense. Le rôle de l'école, tel que l'entendent les progressistes, est de transmettre aux élèves, futurs citoyens, un esprit critique et indépendant pour surmonter les obstacles de la vie. Un adolescent de 15 ans qui rentre dans le monde du travail, c'est trois ans d'aliénation de trop.

Espaces publics pour les jeunes

La fermeture des squats et des lieux de la culture alternative a limité l'espace de vie sociale des étudiants, des apprentis et des jeunes travailleurs. Des espaces d'expression hors du champ commercial doivent se créer pour évacuer le stress lié aux études et au travail. Les partis de droite ne sont pas sensibles à ce genre de propositions, ils préfèrent renforcer les dispositifs de répression. Les jeunes ont le droit et le devoir d'investir l'espace public.

Changement de société

Au-delà des propositions développées dans cet article, la jeunesse doit saisir l'occasion de cette crise pour remettre en cause le système économique qui a généré autant d'inégalités et d'absurdités. Elle doit refuser d'être instrumentalisée par les milieux économiques qui prônent le moins d'impôt, le moins d'assurances sociales, etc... Mais les jeunes d'aujourd'hui seront les personnes âgées de demain et auront aussi besoin de rentes AVS. Luttons pour un revenu digne pour les étudiants et les apprentis, pour la création de premiers emplois pour les jeunes avec une perspective de dépassement du capitalisme.

Esteban Munoz

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois Paraît 10 fois l'an

Rédaction-administration
25 rue du Vieux-Billard
case postale 16 - 1211 Genève 8
email: ptdg@worldcom.ch
site internet: www.ptdg-ge.org
tél. 022.322.22.90 - fax 022.322.22.95
CCP 12-8747-5

Editeur responsable
Jean-Luc Ardite

Ont collaboré à ce numéro

Cecilia Toledo, Anne-Marie Peysson, Massan
Missoh, Alexander Eniline, Jean-Luc Ardite,
Esteban Munoz

Impression

PdT 25 Vieux-Billard

Prochaine parution

Juillet-Août 2009

Délai de remise des textes

25 juin

Tarif abonnements

1 an Fr 30.-, soutien Fr 50.-, donateur Fr 70.-